

Compte rendu du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail du 14 mars 2014

9h à 16h55 avec pause repas d'1h30

Ordre du jour :

1/ Approbation du procès verbal du 18/10/2013 à l'unanimité

2/ Exécution budgétaire des crédits CHSCT 2013

Les factures correspondant à des dépenses engagées au titre du budget 2013 à concurrence de 8074 € arrivées trop tardivement (courant du dernier trimestre) au service facturier d'ORLEANS seront payées en 2014. L'intégralité du budget 2013 aura été utilisée, soit 111 976 €.

3/ Bilans 2013 : formations –accidents

- Formations : Les évaluations constituent un retour positif

Il a été convenu d'augmenter la communication aux agents et aux chefs de services. Ces derniers devraient se voir proposer en priorité une formation sur les risques psychosociaux en 2014.

- Accidents : 12 au total dont 5 au travail (chutes de plain-pied), 1 en mission et 6 sur le trajet.

Au Total, ce sont 95 jours d'arrêt qui ont été enregistrés.

4/ Présentation et validation du programme annuel de prévention (PAP) 2014- exécution du PAP 2013

On peut noter le travail important réalisé par M. Colas. Les cadres ont saisi à compter de septembre 2013 les risques que les agents souhaitaient faire figurer dans le DUERP. Ce document classifiait les risques en 11 catégories :

- 1- *ceux liés à l'activité physique* : on en dénombre 89, soit 11% des risques recensés
- 2- *les risques chimiques* (essentiellement dus à l'amiante) : on en dénombre 7, soit 1 % des risques recensés
- 3- *les risques biologiques et liés au manque d'hygiène* : on en dénombre 24, soit 3 % des risques recensés
- 4- *les risques liés aux déplacements et aux chutes* : on en dénombre 164, soit 21 % des risques recensés
- 5- *les risques d'incendie, d'explosion ou de panique* : on en dénombre 15, soit 2 % des risques recensés
- 6- *les risques liés aux phénomènes physiques et aux bâtiments* : on en dénombre 68, soit 8.50 % des risques recensés
- 7- *les risques liés aux équipements de travail* : on en dénombre 121, soit 15 % des risques recensés

- 8- *les risques psychologiques* : on en dénombre 222, soit 28 % des risques recensés
NB : dont 49 % sont liés à l'exigence du travail (quantité, pression, objectifs, moyens)
- 9- *les risques liés à l'intervention d'une entreprise extérieure* : on en dénombre 1, soit 0.1 % des risques recensés
- 10- *les risques particuliers (animaux, contact avec le public, manipulation de fonds)* : on en dénombre 77, soit 9.5 % des risques recensés
- 11- *les autres risques* : on en dénombre 8, soit 1 % des risques recensés

La particularité du DUERP cette année est la prise en compte de deux facteurs supplémentaires pour porter leur nombre à 4 afin d'évaluer le risque :

- la fréquence
- la gravité
- la probabilité
- la maîtrise
-

Compte tenu de ces critères, chaque risque a été classé en quatre catégorie de risques (du plus fort « A »(intolérable) au moins fort « D »(faible)) par le groupe de travail qui s'est réuni 3 fois.

En conclusion , on obtient :

- Risques A : 2% (en nombre, il n'y en a qu'un seul : problème de dalles disjointes sur le parking à CHINON)
- Risques B : 18 % (en nombre : 12)
- Risques C : 40 % (en nombre : 27)
- Risques D : 40 % (en nombre : 27)

L'objectif du recensement et de la classification des risques dans le cadre du DUERP (qui comptait à l'origine 796 lignes de risques), est l'élaboration du PAP 2014 (qui ne totalise plus que 67 lignes de risques) et de leur apporter une réponse.

Vote : « pour » à l'unanimité.

NB : Les actions non proposées par le CHSCT devraient être prises en charge par le service budget logistique.

5/ Opération de désamiantage, réhabilitation et rationalisation de services :

- Centre des Finances Publiques de Loches

Les travaux sont en cours sur les 3 zones (l'actuel SIP et le couloir d'accès au 1^{er} étage pour une durée prévue d'une douzaine de jours ; le bureau du responsable du SIE/SIP et le local photocopieur et le sous sol ; la cafétéria, son couloir d'accès et le bas de l'escalier).

- Centre des Finances Publiques de Tours

Début des travaux au rez-de-chaussée et au 1^{er} étage en mars 2014. Les chantiers seront réalisés en simultané : les ouvrants et les façades ; l'isolation et le chauffage.

6/ Actualité de l'Inspecteur Santé Sécurité au travail (ISST)

- Note d'orientations ministérielles 2014

IL est rappelé que la mise en œuvre effective d'une politique forte en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail passe par le bon fonctionnement du CHSCT et que cet engagement dépend notamment de la participation directionnelle et de la transmission de toutes les informations utiles à son travail d'analyse. A ce titre le CHSCT doit avoir connaissance :

- des déclarations d'accidents du travail et/ou de maladies professionnelles
- des refus d'aménagement de poste préconisé par le médecin de prévention
- des fiches de liaison

- des fiches de risques professionnels
- des lettres de mission des assistants et conseillers de prévention
- du suivi des travaux du CHSCT

Il est, de plus, rappelé que les chefs de service ont la charge de veiller à la sécurité et à la protection de la santé de leurs agents et qu'ils doivent pour cela mettre en place une organisation et des moyens adaptés :

- suivi des préconisations des Inspecteurs Santé et Sécurité au travail (ISST) et information du CHSCT
- maintenances des installations électriques
- exercices d'évacuation et formation des agents.

7/ Actualité du Médecin de prévention

- visites médicales
- annuelle pour les agents dont le poste de travail est répertorié dans la liste des risques professionnels ou/et pour une pathologie particulière ou un handicap
- ponctuelle : femmes enceintes ; retour de CLM-CLD ; reprise à mi-temps thérapeutique
- quinquennale : pour tous les autres agents

320 examens effectués en 2013 pour la DDFIP37

- les aménagements de postes
- 44 propositions pour la DDFIP 37 dont 33 acceptées et 11 sans réponse
- Risques psychosociaux : Le nombre de situations exprimées de souffrance au travail est stable par rapport à 2012 : 13 à la DDFIP 37
- Visites de locaux et études de poste :
- Visites de site : courrier Champ Girault, courrier Béranger, Neuillé Pont Pierre, Château Renault, Evaluation de bruit .
- Études de postes : Améliorer le poste de travail d'un agent dont l'état de santé le justifie et proposer des aménagements
- Autres actions
- Réunion du CHSCT
- Communication
- Avis sur réaménagements de locaux (3), modification des équipements (1), organisation du travail (1) et conditions matérielles de travail (6).
- Partenariat avec les mutuelles/délégations (ex. l'action du 13/10/2013 autour du « mal de dos »).
- Formation professionnelle

8/ Fiches santé, sécurité et conditions de travail, suivi des visites de l'ISST et médecin de prévention

Les registres santé, sécurité et conditions de travail sont régulièrement actualisés. Le suivi des réponses et des suites données par l'Administration aux observations portées sur les registres est assuré par M. COLAS

Les postes de Neuillé Pont Pierre et Château Renault ont fait l'objet d'une inspection de l'ISST et du médecin de prévention qui a constitué une fiche de constatations et de recommandations.

Est posée la question du suivi des fiches de signalement des incidents survenus en 2013. A ce jour, on en dénombre (déjà) 2 en 2014 : « violences verbales » à l'accueil.

9/ Bilan exercice évacuation incendie 2013 :

- Aucun responsable de bâtiment n'était en mesure de définir l'origine du déclenchement et de prendre la décision de réintégrer les locaux ou d'attendre l'intervention des services de secours publics
- Le personnel de l'accueil a correctement joué son rôle

- La sécurité du personnel et du public n'a pas été assurée par le personnel en charge de l'évacuation lors de la traversée de la rue Edouard Vaillant pour rejoindre le point de rassemblement.
- Aucune information n'est parvenue au responsable général d'intervention concernant l'évacuation des 5^{ème} et 4^{ème} étages, coté rue Fleming, des services SF1 et SFP2 au 1^{er} étage ainsi qu'au SIE de TOURS Nord au rez de chaussée.

Il conviendrait de faire une restitution des observations effectuées après l'exercice d'évacuation et de mettre en place une signalétique des « zones refuge » afin de corriger les points négatifs de l'exercice.

10/ Crédits alloués et actions à inscrire au budget du CHSCT 37 en 2014 (1^{ère} série de décisions)

- formations : **30 451.56 €**
- AE 2013 / CP 2014 : **8 074.42 €** (dépenses engagées en 2013 cf 2/)
 - Chariot courrier
 - Écran 22"
 - Vêtements de travail (équipe technique)
 - *Garde corps (accueil Champs Girault)*
 - Prises sécurisées
 - Dévidoirs d'essuie-main
- Nouvelles propositions du 14 mars 2014 : **45 541.67 €**
 - Fauteuil (service courrier)
 - Souris verticale (2 agents)
 - Bureau plan de travail réglable en hauteur
 - Protections auriculaires
 - *EPI chaussures et casque (géomètres)*
 - Mesures d'identification (gilet -veste fluo -véhicules)
 - Cloison Champ Girault (accord en 2013)
 - Climatisation 3 bureaux (bâtiment rue V. HUGO)
 - Fauteuils de travail (15) (le service budget logistique en fonction des demandes procédera à l'examen des fauteuils existants pour s'assurer de leur vétusté)
 - Écrans 22" (40) (au profit des SIP recouvrements + brigades + CDIF)

NB : L'objectif est d'attribuer à chaque agent qui ne bénéficie pas d'un double écran (2 x 17 pouces) un écran 22 pouces. En conséquence, les personnels Gestion Publique (essentiellement les trésoreries) qui ne bénéficieront pas de la dotation du CHSCT seront équipés par l'ESI suite à la dotation départementale.

- Pupitres de saisie (30)
- Stores à projection (bâtiment rue V. HUGO étages 1 et 2)
- Mise en conformité électrique
- Diagnostic amiante globale
- Vitrage CPS

Vote motivé : « pour » à l'unanimité.

NB : Certaines dépenses ont recueilli un accord de principe et seront proposées lors de la prochaine réunion plénière dans la limite des demandes exprimées et des crédits disponibles.

11/ Réflexion relative à la rédaction des procès verbaux

L'existant constituant un bon équilibre, dans notre département, les membres du CHSCT souhaitent conserver la même méthode.

12/ Questions diverses

- Question posée sur l'état d'avancement du projet (plan) de la trésorerie de Montbazou qui doit s'installer à Sorigny puisqu'il semble que le personnel n'aie aucune information de notre direction départementale (les plans ont été transmis au personnel par la Communauté de Communes du Val de l'Indre).

Démenti formel de Mme KALI qui assure tenir informée la chef de poste étape par étape.

Le médecin de prévention a précisé qu'il n'avait (également) aucune information sur le projet (oups ! !).

- Les Huissiers des Finances Publiques : La Direction Départementale de la Gendarmerie ne souhaitait plus assister nos collègues pour les opérations « ouvertures de portes ». Le problème ne se pose pas dans les zones urbaines, la police n'ayant pas remis en cause sa participation à ces opérations ponctuelles.

La Direction s'est entretenue avec M. le Préfet sur cette situation. Il est convenu que notre Direction établisse une demande d'assistance auprès du Préfet pour que celui-ci demande l'intervention d'un gendarme afin que les huissiers de nos services puissent effectuer leur mission en toute sécurité.

- La situation d'une collègue en arrêt maladie depuis janvier 2013 a été évoquée puisque celle-ci a jusqu'à présent refusé de se présenter devant le Comité Médical. Persister dans cette attitude ne serait pas sans conséquence puisque si le Comité ne peut se prononcer, notre collègue risque de se voir « mise à disposition d'office », et donc de se trouver sans traitement (avec effet rétroactif).

Vos représentant **FO-DGFIP 37** : Philippe *BREGEGERE* et Christophe *MEUNIER*